

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 19 DECEMBRE 2023

L'an deux-mille-vingt-trois, le dix-neuf décembre, le Conseil communautaire s'est réuni à vingt heures, dans les locaux du siège de la Communauté de Communes des Vallées de Thônes, sur convocation adressée à tous ses membres, le treize décembre précédent, par Monsieur Gérard FOURNIER-BIDOZ, Président en exercice de la Communauté de Communes des Vallées de Thônes.

Conseillers en exercice : 31

Présents : 20

ALEX : Claude CHARBONNIER, Catherine HAUETER

LA BALME-DE-THUY : /

LE BOUCHET-MONT-CHARVIN : Franck PACCARD

LES CLEFS : Sébastien BRIAND

LA CLUSAZ : Pascale MEROTTO, Didier THEVENET

DINGY-SAINT-CLAIR : Laurence AUDETTE

LE GRAND-BORNAND : Hélène FAVRE BONVIN, André PERRILLAT-AMEDE

MANIGOD : Stéphane CHAUSSON

SAINT-JEAN-DE-SIXT : Danièle CARTERON, Didier LATHUILLE

SERRAVAL : Vincent HUDRY-CLERGEON, Philippe ROISINE

THÔNES : Grégory BAERT, Claude COLLOMB-PATTON, Rémi FARDIN, Chantal PASSET

LES VILLARDS-SUR-THÔNES : Gérard FOURNIER-BIDOZ, Odile DELPECH-SINET

Pouvoirs : 6

Nathalie BULEUX à Sébastien BRIAND, Benjamin DELOCHE à Chantal PASSET, Jean-Michel DELOCHE à André PERRILLAT-AMEDE, Bruno DUMEIGNIL à Laurence AUDETTE, Gaëlle VERJUS à Rémi FARDIN, Nelly VEYRAT-DUREBEX à Claude COLLOMB-PATTON

Absents : 5

Pierre BARRUCAND, Stéphane BESSON, Amandine DUNAND, Alexandre HAMELIN, Isabelle LOUBET GUELPA

Secrétaire de séance : Odile DELPECH-SINET

[DEL2023-108 - APPROBATION DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT DES NAVETTES
ARAVIS BUS 2024-2028](#)

Rapporteur : Monsieur Didier THEVENET

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code des Transports ;

Vu les statuts de la CCVT en vigueur depuis le 25 juin 2019, approuvés par arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2019-0061 du 24 octobre 2019 et modifiés par arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2022-0039 du 9 janvier 2023 ;

Vu la délibération n°CP-2021-06/17-151-5684 de la Commission permanente de la Région portant approbation de la convention de coopération en matière de mobilité conclue entre la Région et la Communauté de Communes des Vallées de Thônes en date du 4 juin 2021 ;

Vu la délibération n°CP-2021-06/17-151-5684 en date du 4 juin 2021 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes approuvant la convention de transfert des services du SIMA à la Région et de gestion de ces services par la CCVT par délégation de la Région et autorisant son président à la signer ;

Vu la convention de transfert des services du Syndicat Intercommunal du Massif des Aravis (SIMA) à la Région et de gestion de ces services par la Communauté de communes des Vallées de Thônes par délégation de la Région du 16 juin 2021 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la CCVT N°2021/069 du 29 juin 2021 concernant l'approbation de la convention de coopération en matière de Mobilité entre la CCVT et la Région ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la CCVT N°2021/070 relatif à la convention de transfert des services du SIMA à la Région et de gestion de ces services par la CCVT par délégation de la Région ;

Vu le Contrat d'Obligation de Service Public contracté entre la Région et la Régie des Transports de l'Ain le 12 mai 2023 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la CCVT N°2023/47 du 13 juin 2023 relatif à l'approbation de l'avenant 1 à la convention de transfert des services du SIMA à la Région et de gestion de ces services par la CCVT par délégation de la Région ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la CCVT N°2023/048 du 13 juin 2023 concernant l'approbation de l'avenant 1 à la convention de coopération en matière de Mobilité entre la CCVT et la Région ;

Vu l'avis du Bureau en date du 12 décembre 2023 ;

Le service dit « Skibus » a été mis en place en 2008 pour relier les Communes de La Clusaz, Le Grand-Bornand, Manigod et Saint-Jean-de-Sixt et offrir un service de mobilité collective en période touristique. Cette liaison s'effectue 6 mois dans l'année (4 mois l'hiver et 2 mois l'été) pour favoriser l'accès aux Communes et la circulation entre les communes en période hivernale et estivale.

Depuis le 1er juillet 2021, la gestion du service Skibus a été transférée, par convention du 16 juin 2021, par le SIMA à la Région Auvergne Rhône Alpes en sa qualité d'autorité organisatrice de la mobilité. Dans la même convention, la Région a délégué le service de transport public routier saisonnier à la CCVT, conformément à la convention de coopération en matière de mobilité du 17 juin 2021 érigeant la CCVT en qualité d'autorité organisatrice de la mobilité de second rang pour ce service.

La Région Auvergne Rhône-Alpes et la Régie des Transports de l'Ain ont contracté, par délibération de la Commission Permanente de la région en date du 12 mai 2023, un Contrat d'Obligation de Service Public (O.S.P.), sur la base du règlement européen n°1370/2007 du 23 octobre 2007, pour l'exécution du service de transport public de personnes saisonnier ARAVIS BUS sur le territoire de la CCVT.

Le montant du Contrat est de 3 637 410€ dont 39.5% est pris en charge directement par la Région. Le reste étant pris en charge par la CCVT dont 1 885 387€ est directement refacturé aux communes du Grand Bornand, La Clusaz, Manigod et St Jean de Sixt au titre de leur compétence Tourisme.

L'avenant 1 à la convention de transfert des services du SIMA à la Région et de gestion de ces services par la CCVT par délégation de la Région, est venu préciser les dispositions pour le financement de ce nouveau contrat passé pour la période du 1^{er} juin 2023 au 1^{er} mai 2029.

Dans un souci de garantir la continuité du service existant pendant la durée du marché, il est proposé :

- de signer une convention entre les communes et la CCVT déterminant les modalités de participation des Communes au financement du service jusqu'au 31 décembre 2028. Un avenant sera réalisé en 2028 pour organiser le financement des 6 derniers mois du marché se terminant le 30 mai 2029
- de préciser que le financement des surcoûts liés à l'organisation d'événements ponctuels ou de lignes supplémentaires (qui relèvent d'un besoin non déterminé au stade de la préparation du marché et qui ne relèvent pas de l'article 23 du CCAP (clauses de réexamen)) mis en place à la demande des communes, est à la charge exclusive des communes.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité :

- **APPROUVE** les termes des conventions de participation des communes au financement du fonctionnement du service ARAVIS BUS telle que proposées en annexe ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer les conventions à intervenir avec chaque Commune et tout document y afférent, ainsi qu'à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Président
Gérard FOURNIER-BIDOZ

Le Secrétaire de séance
Odile DELPECH-SINET



*Délibération transmise en Préfecture le 26.12.2023
Publiée le 26.12.2023*

CONVENTION DE PARTICIPATION AU FINANCEMENT DU FONCTIONNEMENT DU SERVICE ARAVIS BUS

ENTRE

La Communauté de communes des Vallées de Thônes (CCVT), dont le siège est situé Maison du Canton, 14 rue bienheureux pierre Favre, 74 230 THÔNES,

Représentée par son Président, Monsieur Gérard FOURNIER-BIDOZ, dûment habilité à signer la présente convention par délibération n°2023-XX du conseil communautaire du XX,

Ci-après dénommée « la CCVT »

d'une part,

ET

La Commune de, dont le siège social est situé,

Représentée par son Maire, Monsieur, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du conseil municipal n° XX,

Ci-après dénommée « la Commune »

d'autre part.

Dénommées ensemble « les parties »

PREAMBULE

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code des Transports ;

Vu la loi LOM n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilités,

Vu la loi NOTRE n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ainsi que la compétence de la Région en matière de mobilité,

Vu la délibération de l'Assemblée Plénière du Conseil régional n°1509 des 15 et 16 décembre 2016 relative à la mise en œuvre des transferts de compétences en matière de transport consécutifs à la loi NOTRE,

Vu la Convention de coopération en matière de mobilité conclue entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et la Communauté d.e communes des Vallées de Thônes du 17 juin 2021 ;

Vu la convention de transfert des services du Syndicat Intercommunal du Massif des Aravis (SIMA) à la Région et de gestion de ces services par la Communauté de communes des Vallées de Thônes par délégation de la Région du 16 juin 2021 ;

Vu le Contrat d'Obligation de Service Public contracté entre la Région et la Régie des Transports de l'Ain le 12 mai 2023 ;

Considérant que la Région délègue à la CCVT une partie de sa compétence d'AOM concernant l'organisation, la gestion, le financement, le suivi et le contrôle du réseau de transport public saisonnier ;

Le service dit « Skibus » a été mis en place en 2008 pour relier les Communes de La Clusaz, Le Grand-Bornand, Manigod et Saint-Jean-de-Sixt afin d'offrir un service de mobilité collective en période touristique. Cette liaison s'effectue 6 mois dans l'année (4 mois l'hiver et 2 mois l'été) pour favoriser l'accès aux Communes et la circulation entre les communes en période hivernale et estivale.

Avec près de 800 000 voyageurs par an, ce service permet de répondre aux besoins des usagers et constitue un indéniable élément d'attractivité touristique de ces communes. A ce titre, il s'agit d'un service fondamental pour le territoire qui doit être poursuivi.

Depuis l'origine et jusqu'au mois de juin 2021, le réseau était géré par le Syndicat intercommunal du Massif des Aravis (SIMA) pour le compte des communes membres.

Depuis le 1^{er} juillet 2021, la gestion du service Skibus a été transférée, par convention du 16 juin 2021, par le SIMA à la Région Auvergne Rhône Alpes en sa qualité d'autorité organisatrice de la mobilité. Dans la même convention, conformément à la LOM, la Région a délégué le service de transport public routier saisonnier à la CCVT, conformément à la convention de coopération en matière de mobilité du 17 juin 2021 érigeant la CCVT en qualité d'autorité organisatrice de la mobilité de second rang pour ce service.

L'avenant 1 à la convention de transfert des services du SIMA à la Région et de gestion de ces services par la CCVT par délégation de la Région a précisé les dispositions pour le financement du marché du 1^{er} juin 2023 au 1^{er} mai 2029.

Aussi, dans le souci de garantir la continuité du service existant, qui répond au besoin de la station, favorise ainsi le développement touristique de la Commune et présente à ce titre un intérêt public communal et intercommunal déterminant, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet la détermination des modalités de participation au financement du service ARAVIS BUS géré par la CCVT sur délégation de la Région.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DES COMMUNES

2.1. Participation au financement du service ARAVIS BUS

La Commune verse à la CCVT la somme de XX euros HT, destinée à couvrir la partie des frais de gestion du service ARAVIS BUS qu'elle finançait au 30 juin 2021, et ce, compte tenu des engagements donnés par l'autorité organisatrice dans la convention signée entre la Région et la CCVT le 17 juin 2021.

Cette participation est versée en quatre fois selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte de 35% du montant global de sa participation est versé avant le 31 janvier,
- Un second acompte de 35% du montant global de sa participation est versé avant le 31 mars,
- Un troisième acompte de 20% du montant global de sa participation est versé avant le 31 juillet,
- Le solde du montant dû est versé avant le 30 novembre.

Dans le cas où le service n'est pas assuré par la CCVT dans les conditions énoncées à l'article 3 de la présente convention ou qu'il ne l'est que partiellement, le montant de la participation de la Commune est révisé pour ne mettre à sa charge que les frais effectivement engagés par la CCVT.

Le montant du solde dû par la Commune au mois de novembre est ajusté en conséquence et la CCVT rembourse, le cas échéant, à la Commune, avant le 31 décembre, les sommes qu'elle a perçues en surplus.

2.2. Financement des surcoûts du service liés à l'organisation d'événements ponctuels

Lorsque l'organisation d'événements ponctuels par la Commune implique la mise en place par la CCVT de mesures particulières d'organisation du service ARAVIS BUS, la Commune prend en charge les frais supplémentaires correspondants.

Le remboursement des frais engagés par la CCVT est appelé par cette dernière en fin d'année civile sur la base d'un bilan.

2.3. Financement de lignes supplémentaires

Lorsque la commune souhaite mettre en place des lignes supplémentaires qui relèvent d'un besoin non déterminé au stade de la préparation du marché et qui ne relèvent pas de l'article 23 du CCAP (clauses de réexamen), il appartiendra à la commune, après accord de la CCVT et de la Région de prendre en charge le service.

Cette clause s'applique sous réserve de ne pas modifier substantiellement l'économie générale du Contrat d'Obligation de Service Public.

Le remboursement des frais engagés par la CCVT est appelé par cette dernière en fin d'année civile sur la base d'un bilan.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

La CCVT gère et exploite le service ARAVIS BUS dans le respect des missions qui lui sont déléguées par la Région Auvergne Rhône Alpes en la matière et dans l'objectif de garantir à la Commune la continuité du service tel qu'il a été délégué à la CCVT par la Région par la convention du 16 juin 2021, tout au long de l'année et en particulier pendant les périodes touristiques estivales et hivernales.

Sur demande de la Commune, la CCVT assure la mise en place des mesures d'organisations particulières nécessaires à l'organisation d'événements ponctuels ou de lignes supplémentaires, dans les conditions énoncées aux articles 2.2 et 2.3 de la présente convention.

ARTICLE 4 : ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de la saison hivernale 2023-24 et jusqu'au 31 décembre 2028.

A périmètre constant, la contribution de la Commune restera identique à celle prévue à l'article 2 pour toute la durée de la convention.

ARTICLE 5 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant sur accord conjoint des Parties.

Un avenant sera réalisé en 2028 pour organiser le financement des 6 derniers mois du marché se terminant le 30 mai 2029.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements pris dans le cadre de la présente convention, la Partie défaillante peut être mise en demeure par l'autre Partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, de prendre les mesures visant à garantir le respect de ses engagements.

A défaut de réponse de la part de la Partie mise en demeure attestant de l'adoption des mesures précitées, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la lettre, la convention est résiliée de plein droit.

Il est en outre précisé que la présente convention est conclue à titre personnel et ne saurait en aucun cas être transmise à un tiers.

ARTICLE 7 - SUIVI DE LA CONVENTION

Sur demande des Parties, une rencontre peut être organisée entre leurs représentants en vue d'assurer le suivi des conditions d'exécution de la présente convention et ce pendant toute sa durée.

ARTICLE 8 : LITIGE

Les Parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention. A défaut de règlement amiable, le litige est porté, à la diligence de l'une ou l'autre partie, devant le Tribunal administratif de Grenoble.

Fait à

Le

Pour la Commune de

Le Maire

Pour la CCVT

Le Président

Gérard FOURNIER-BIDOZ

PROJET